



Florence Dupont

Claire Miquel

## Réflexion, mobilisation, action !

**Si la rénovation des diplômes permet à la profession de disposer de formations adaptées, de nombreuses problématiques se profilent toujours : difficultés de recrutement en entreprise, risque de fermeture de classes dans les écoles, coût important des formations compte tenu des spécificités du plateau technique, pénurie d'enseignants formés aux spécialités... En réponse, et en dépit de la difficulté d'évaluer les effets des actions qu'elle mène, la commission Emploi & Formation DLR présente un programme ambitieux, partagé entre réflexion, mobilisation et action.**

Afin de répondre au manque d'attractivité pour la maintenance de matériels de TP et de manutention, les membres de la commission (une vingtaine d'adhérents DLR représentant les différents métiers auprès des établissements et des instances régionales et académiques), également appelés délégués régionaux Emploi & Formation, réfléchissent à l'élaboration de nouvelles modalités de formation. Qu'il s'agisse du regroupement d'écoles sur de grands centres faciles d'accès, de l'accompagnement des enseignants par des professionnels dans l'élaboration de leurs cours, ou encore d'une généralisation de centres de formation propres aux entreprises, toutes les idées permettant de répondre aux besoins de ces dernières et d'attirer le regard du grand public sont analysées.

Quant aux actions à mener, la commission n'a pas son "programme dans sa poche" :

- Visite et analyse de l'Exploratoire des métiers de Rennes dans le but d'envisager sa duplication dans d'autres régions ;
- Relance de l'opération "Bus Découverte" dès la rentrée avec nos partenaires Cisma et Seimat ;
- Participation à la 44<sup>ème</sup> édition des Olympiades des métiers dont les finales, nationale et internationale, auront lieu du 9 au 11 mars prochain à Bordeaux et du 14 au 19 octobre 2017 à Abu Dhabi ;

- Présence de la profession sur les réseaux sociaux, les salons pour l'emploi, aux portes ouvertes des établissements et lors des forums des collèges - pour l'animation desquels les délégués régionaux disposeront dorénavant d'un kit complet de présentation des matériels TP et manutention.

Dans le but d'élaborer des stratégies politiques communes, la commission souhaite se rapprocher de plus en plus de son homologue Sedima (Syndicat National des Entreprises de Services et Distribution du Machinisme Agricole) tout en collaborant avec Pascale Costa, inspectrice générale de l'Éducation nationale. "Nous avons la chance d'avoir des relations et des contacts privilégiés avec le ministère de l'Éducation nationale dont les équipes forcent l'admiration par leur engagement, leur implication et leur passion", se réjouit Claire Miquel, présidente de la commission et, par ailleurs, de l'entreprise Payen.

Enfin, la commission réaffirme sa volonté de maintenir à niveau les formations à ses métiers en prévoyant la refonte des Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) technicien de maintenance des matériels de TP et de manutention, ou encore en suivant l'ouverture de ce dernier en Franche-Comté, au lycée des métiers de l'automobile et des transports Henri Fertet, à Gray (70), en septembre.

### Mot d'ordre : mobilisation

"L'engagement et la mobilisation de chacun sont indispensables !", rappelle la présidente. Lors de sa réunion annuelle, la commission a souligné l'importance de l'intervention, localement, des chefs d'entreprise, de leurs responsables techniques et des ressources humaines, au plus près du grand public et des établissements. Les membres de la commission n'hésitent pas à lister l'ensemble des pratiques que chacun peut facilement mettre en œuvre : participer aux journées portes ouvertes des lycées, aux forums métiers, aux manifestations du type sélections régionales des Olympiades des métiers, Concours général, Bus Découverte, etc. Intervenir dans les collèges, auprès des familles, rencontrer les chefs de travaux et les équipes enseignantes des lycées professionnels et des CFA, mettre

à leur disposition du matériel et des pièces, accueillir régulièrement des stagiaires en formation et des collégiens en stage découverte, recourir à l'apprentissage...

Au DLR, comme au sein même de la commission Emploi & Formation, la mobilisation des chefs d'entreprise est au centre des préoccupations. Les candidatures se font aussi rares qu'elles sont essentielles - tant pour les postes de délégués régionaux à l'heure actuelle que pour celui de président il y a deux ans, avant que Claire Miquel ne décide de l'occuper à nouveau. C'est pourtant là l'essence même de la commission, selon Florence Dupont, responsable Emploi & Formation et Promotion des métiers : "Nous souhaitons compléter le maillage de délégués régionaux, car ce sont eux qui, au quotidien, permettent de valoriser nos/leurs métiers sur le terrain".

**"Les chefs d'entreprise doivent intervenir, localement, au plus près du grand public."**

## Nouveaux diplômés : c'est la rentrée !

**Devant le constat de diplômés obsolètes, tant dans leur forme que sur le fond, le secteur professionnel a adressé une note d'opportunité à la Direction générale de l'enseignement scolaire fin 2013, en faveur de leur rénovation. Immédiatement validée par la Commission professionnelle consultative, cette note a lancé la démarche.**

Objectif atteint pour la profession et l'Éducation nationale (EN) : les nouveaux CAP et Bac Pro de la filière font leur rentrée en septembre 2016. Mutation du CAP en un diplôme intermédiaire, introduction des nouvelles technologies et des contraintes liées au développement durable, importance de la communication en français et en anglais... "Le résultat correspond à nos attentes et permet un effet de masse, nécessaire à l'attraction des jeunes vers nos métiers, évitant ainsi qu'ils se dirigent systématiquement vers les voies classiques de l'automobile et de la moto", s'enthousiasme Laurent Puybaret, chef des agences Normandie Manutention de Caen et de Saint-Lô, et membre investi de la commission Emploi & Formation DLR depuis 5 ans.

Un effet de masse rendu possible grâce à la composition de ces diplômés : un fort tronc commun sur la maintenance de matériels, complété d'une option au choix parmi le matériel agricole, TP et manutention, ou espaces verts. "Le choix des élèves reste cependant très lié aux plateaux techniques dont disposent les établissements", nuance Jean-Paul Krebs, inspecteur de l'EN. Le tronc commun entre les trois options prend alors tout son sens, permettant aux élèves motivés, dont les alternatives auraient été limitées, d'utiliser les passerelles entre les différents métiers et d'acquérir les connaissances manquantes.

### Référentiels réadaptés

Pour que les attentes de la profession soient correctement transposées dans le cadre imposé par l'EN, la collaboration est nécessaire. En poste à Caen, M. Krebs a d'abord accompagné les professionnels dans la formulation de leur cahier des charges à travers l'écriture du Référentiel des activités professionnelles

(RAP), avant de les associer à l'écriture du Référentiel de certification (description des compétences et des savoirs que l'étudiant doit mobiliser pour effectuer les tâches décrites dans le RAP).

Lorsqu'il est question de la co-formation du Bac Pro, la collaboration entre les deux parties rencontre des obstacles : "Sur un cycle de 3 ans, les élèves passeront 22 semaines en entreprise. Il n'est pas évident d'expliquer les conséquences de cette co-formation aux professionnels, car si le RAP correspond au quotidien des tuteurs en entreprise, les notions de compétences et de savoirs associés ne leur parlent pas", admet l'inspecteur.

Cependant, la difficulté majeure des secteurs en lien direct avec les évolutions technologiques demeure l'intégration de perpétuels changements dans des formations révisées tous les 10 ans. "Nous avons essayé d'anticiper l'émergence de nouvelles technologies et d'ouvrir l'écriture du RAP à la possibilité d'introduire celles qui n'existent pas encore, par les professeurs eux-mêmes", résout M. Puybaret. "Une écriture assez large qui ne cite aucune technologie permet au référentiel de tenir une dizaine d'années, sauf en cas d'innovation de rupture, impossible à appréhender - le passage du stockage de données de la disquette à la clef USB, par exemple", détaille M. Krebs.

### Repositionnement du BTS

Afin d'assurer la cohérence entre le Bac Pro et le BTS et d'éviter tout décrochage dans le passage entre les deux diplômes, la collaboration entre l'EN et la profession s'est prolongée autour des mêmes participants. "Quand le BTS a été écrit en 1999, il était le dernier diplôme de la filière. Depuis, deux licences professionnelles ont vu le jour et orientent les étudiants vers des métiers de manager technique et de commercialisation des matériels", raconte l'inspecteur. Ces nouveaux référentiels le repositionnent sur un profil de technicien supérieur, renforçant les aspects techniques propres aux matériels de TP et de manutention et la communication en anglais. Une décision qui devrait solutionner une autre problématique soulevée par M. Krebs : "La profession a de fortes attentes en matière

de techniciens qualifiés alors que la plupart de nos élèves poursuivent leurs études vers un BTS." Actuellement en relecture, ce nouveau BTS devrait être mis en place à la rentrée 2017. Bien qu'essentielle, la réécriture des diplômes ne résout pas les problèmes d'attractivité et de recrutement. "Nous devons aller chercher les jeunes sur le terrain", conclut M. Puybaret. D'où l'importance de l'implication de la fédération et de ses adhérents à travers, entre autres, le programme de sa commission Emploi & Formation.

## "Intégrer les perpétuelles évolutions technologiques dans des formations révisées tous les 10 ans."

